



I SOCIETE NATIONALE POUR LA DEFENSE DES ANIMAUX (SNDA)

Association reconnue d'utilité publique

Marie de Vincennes
94300 Vincennes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

I EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Société Nationale pour la Défense des Animaux** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport sur la gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 septembre 2025

Le commissaire aux comptes

BM&A



Yukiko Legrand

Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)		31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Cessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	55 845		55 845	55 845
Constructions	563 371	- 166 828	396 543	414 037
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	82 405	- 20 882	61 523	69 139
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières (1)				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	701 621	- 187 710	513 911	539 021
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (1)				
Bénéficiaires et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations	176 728		176 728	210 200
Autres	5 326		5 326	4 687
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	711 762		711 762	711 762
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	2 850 826		2 850 826	2 445 920
Charges constatées d'avance (1)				
Charges constatées d'avance				489
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	3 744 643		3 744 643	3 373 058
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 446 264	- 187 710	4 258 554	3 912 079

(1) Dont à moins d'un an (brut) :-

Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	63 515	63 515
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	3 592 965	3 631 171
Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	371 051	- 38 206
Situation nette (sous total)	4 027 531	3 656 480
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total Fonds Propres (I)	4 027 531	3 656 480
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	176 729	210 201
Fonds dédiés		
Total Fonds Reportés et Dédiés (II)	176 729	210 201
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total Provisions (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	18 009	18 509
Dettes des legs ou donations	3 161	3 161
Dettes fiscales et sociales	33 124	23 728
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	54 294	45 398
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 258 554	3 912 079

Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service				
Dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	6 800	7 333	- 533	- 7
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	21 732	25 550	- 3 819	- 15
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie	558 787	181 496	377 291	208
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 674		1 674	
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	2	1 770	- 1 768	- 100
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	588 995	216 150	372 845	172
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (1) (2)	126 953	112 981	13 972	12
Aides financières	43 185	106 430	- 63 245	- 59
Impôts, taxes et versements assimilés	3 372	3 017	355	12
Salaires et traitements	43 670	41 243	2 428	6
Charges sociales	10 270	9 423	847	9
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	25 110	25 022	88	
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	64	1	63	7 002
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	252 623	298 116	- 45 493	- 15
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	336 372	- 81 966	418 338	- 510
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	41 041	55 557	- 14 516	- 26
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	41 041	55 557	- 14 516	- 26
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	41 041	55 557	- 14 516	- 26
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	377 413	- 26 409	403 822	- 1 529
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 361	11 797	- 5 436	- 46
Total des produits (I + III + V)	630 036	271 707	358 329	132
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	258 984	309 913	- 50 929	- 16
EXCEDENT	371 051		371 051	
DEFICIT		- 38 206	38 206	- 100
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
(1) Redevances de crédit-bail mobilier				
(2) Redevances de crédit-bail immobilier				

Annexe

Description de l'objet social de l'entité :

Les objectifs de la SNDA sont définis dans l'article 1 de ses statuts :

- Protéger, défendre les animaux, lutter contre toute souffrance qui leur est infligée et assurer l'éducation du public en ce sens
- Etendre son action sur tout le territoire français, ainsi que dans d'autres pays
- Œuvrer pour que la législation et la réglementation existantes protégeant les animaux soient respectées, intervenir pour que de nouveaux textes législatifs et réglementaires protégeant les animaux soient promulgués
- Informer le public et assister les personnes qui sollicitent des conseils.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La SNDA s'engage activement dans la lutte contre toute forme d'exploitation et de souffrance animale, œuvrant pour une meilleure prise de conscience sociétale et une évolution positive du droit.

La SNDA se porte partie civile dans des affaires judiciaires pour défendre les droits des animaux et sensibiliser à une meilleure considération du bien-être animal.

Des précisions sont apportées dans l'annexe au compte d'emploi des ressources (CER)

Description des moyens mis en œuvre

Les ressources de l'association sont constituées des ressources liées à la générosité du public (Dons manuels, legs, assurances-vie) et des produits financiers issus des placements de ses réserves.

Elle dispose de locaux et emploie deux salariés. Elle finance des partenaires (Versement d'aides financières à des associations, refuges d'animaux, centres de soins etc.) et réalise plusieurs actions directement (Remboursements des vétérinaires, soins, nourriture etc.). L'association a recours également à des avocats pour ses actions juridiques et judiciaires.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le cas échéant, les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations.

Immobilisations incorporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations corporelles

Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

- Gros oeuvre : 40 ans
- Façades, étanchéité : 20 ans
- Installations générales et techniques : 15 ans
- Agencements : 10 ans

L'appartement sis au 80 boulevard de Reuilly, 75012 PARIS est totalement amorti.

Pour les autres immobilisations, les durées sont les suivantes :

- Matériel informatique : 3 à 4 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Immobilisations financières

Participations et titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition net, le cas échéant, des provisions pour dépréciation.

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, relatifs à l'acquisition des titres, sont inclus dans le coût d'acquisition des titres acquis.

Une provision pour dépréciation est constituée dès lors que la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité, est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte de la quote-part des capitaux propres, des perspectives de flux de trésorerie et de rentabilité ou des valeurs boursières pouvant servir de référence.

Evaluation par équivalence

Conformément aux dispositions offertes par l'article L 232-5 du code de commerce et de l'article 221-4 du PCG, l'entreprise a opté pour l'évaluation de ses titres par équivalence.

Cette évaluation concerne l'ensemble des sociétés contrôlées de manière exclusive.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les risques liés à des litiges connus au moment de l'établissement des comptes dont la survenance a été estimée probable et dont les risques sont quantifiables font l'objet de provisions.

Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.

Engagement de retraite

Le montant des engagements de retraite n'est pas considéré comme significatif. Aucune évaluation n'a été faite au titre de l'exercice.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les provisions réglementées sont dotées et reprises selon les règles fiscales en vigueur (amortissements dérogatoires, provision pour investissement...).

Disponibilités

Comptes bancaires et caisses

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banque et en caisse ainsi que les bons qui sont, dès leur souscription, remboursables à tout moment.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

VMP

Les valeurs mobilières de placement (VMP) sont des titres acquis en vue de réaliser un gain à brève échéance.

Elles sont comptabilisées pour leur prix d'acquisition (converties en euros au cours du jour pour les VMP en devises).

Elles font, en cas de nécessité, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés (convertis au cours de clôture pour les VMP en devises).

Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode du PEPS (Premier entré, premier sorti).

Pour les valeurs mobilières de placement qui sont couvertes par des dérivés, il est tenu compte, le cas échéant, des écarts de conversion générés sur l'instrument financier adossé dans le calcul des éventuelles dépréciations.

Notion de résultat courant et de résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Le résultat courant, calculé sur la base des chiffres apparaissant au compte de résultat est bien représentatif du résultat des opérations courantes de la société.

Notes relatives aux postes du bilan

Variation des Fonds Propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	63 515				63 515
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	3 631 171	- 38 206			3 592 965
Excédent ou déficit de l'exercice	- 38 206	38 206	371 051		371 051
Situation nette (sous total)	3 656 480		371 051		4 027 531
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	3 656 480		371 051		4 027 531

Fonds reportés

	Montant début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
Fonds reportés liés aux legs ou donations	210 201	5 000	38 472	176 729
Fonds reportés liés aux donations temporaires d'usufruit				
Total	210 201	5 000	38 472	176 729

Postérieurement à la date d'acceptation des legs et donations la partie des ressources constatées en produit d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée ou transférée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée "Fonds reportés liés aux legs ou donations" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte "Reports en fonds reportés".

Ces sommes inscrites au passif en "Fonds reportés liés aux legs ou donations" sont rapportées au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du leg ou de la donation dans le compte "Utilisations de fonds reportés".

Actif immobilisé

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant fin d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement							
Frais de recherche et de développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains	55 845					55 845	
Constructions sur sol propre	551 007					551 007	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	12 364					12 364	
Installations techniques matériels et outillages industriels							
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	75 391					75 391	
Autres imm. Corp. Matériel de transport							
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	7 015					7 015	
Autres imm. Corp. Mobilier							
Autres imm. Corp. Divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles							
Sous-total	701 621					701 621	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Sous-total							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Sous-total							
Total	701 621					701 621	

Amortissements

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Sous-total				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	141 173	16 002		157 175
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	8 161	1 492		9 653
Installations techniques matériels et outillages industriels				
Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers	7 821	7 201		15 022
Autres imm. Corp. Matériel de transport				
Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique	5 446	415		5 861
Autres imm. Corp. Mobilier				
Autres imm. Corp. Divers				
Sous-total	162 601	25 110		187 710
Total	162 601	25 110		187 710

Créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	182 055	182 055	
Créances bénéficiaires et comptes rattachés			
Clients douteux ou litigieux			
Créances reçues par legs ou donations	176 728	176 728	
Personnel et comptes rattachés	809	809	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 110	3 110	
État et autres collectivités publiques	1 003	1 003	
Impôts sur les bénéfices			
TVA			
Autres impôts et taxes versements	22	22	
Divers	981	981	
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés débiteurs			
Débiteurs divers	404	404	
Charges constatées d'avance			
Total	182 055	182 055	

(1) Prêts accordés en cours d'exercice :-

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice :-

Dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)				
AUTRES DETTES	54 294	54 294		
Fournisseurs et comptes rattachés	18 009	18 009		
Dettes sur legs ou donations	3 161	3 161		
Personnel et comptes rattachés	6 687	6 687		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 369	8 369		
État et autres collectivités publiques	18 068	18 068		
Impot sur les sociétés	16 961	16 961		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 107	1 107		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliés crédateurs (3)				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
Total	54 294	54 294		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice :-

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice :-

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique :-

Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	13 719	10 221	3 498	34
Charges à payer - Divers	8 648	9 807	- 1 159	- 12
Total	22 367	20 028	2 339	12

Notes relatives au compte de résultat

Legs et donations

	Montant brut
PRODUITS	563 787
Montant perçu au titre d'assurances-vie	18 521
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations"	506 794
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	38 472
CHARGES	5 000
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actif reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	5 000
Total	558 787

Legs à réaliser

	Montant Initial
Legs Lecocq	66 659,00
Legs Roussel	4 124,00
Legs Wingel	29 779,00
Legs bombezin	71 167,00
Legs Barrat	5 000,00
TOTAL	176 728,00

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 4 800 € TTC

Transferts de charges

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
Transfert de charges		1 674		1 674

Rémunérations allouées aux dirigeants

Au sein de l'Association, aucun des dirigeants, qu'ils soient administrateurs ou membres du bureau, ne perçoit de rémunération ni d'avantages en nature au titre de ses fonctions, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n°2006-56 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Il est précisé que l'ensemble des administrateurs exerce son mandat à titre entièrement bénévole.

Autres informations

Déclaration des effectifs

	Exercice N
Effectif moyen du personnel	3
Dont apprentis	
Dont handicapés	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	

EMPLOIS PAR DESTINATIONS	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1- MISSIONS SOCIALES	132 281	195 290
1.1 Réalisées en France	132 281	195 290
- Actions réalisées par l'organisme	89 096	88 860
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	43 185	106 430
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	-	-
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	-	-
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	120 342	101 056
TOTAL DES EMPLOIS	252 623	296 346
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	368 937	- 45 540
TOTAL	621 560	250 806

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1- RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PULIC	621 560	250 806
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	
1.2 dons, legs et mécénat	580 519	207 046
- Dons manuels	21 732	25 550
- Legs, donations et assurances-vie	558 787	181 496
- Mécénat		
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	41 041	43 760
TOTAL DES RESSOURCES	621 560	250 806
2- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
3- UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	621 560	250 806

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PULIC EN DEBUT D'EXERCICE	3 114 206	3 134 725
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la Générosité du public	368 937	- 45 540
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du pulic de l'exercice	25 110	25 022
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PULIC EN FIN D'EXERCICE	3 508 253	3 114 206

Autres informations

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en début d'exercice est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote-part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions des immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	-	-
- Réalisées en France		
- Réalisées à l'étranger		
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		-
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT		-
TOTAL	-	-

	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	-	-
- Bénévolat		
- Prestations en nature	-	-
- Dons en nature	-	-
TOTAL	-	

FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	-	-
(+) Utilisations	-	-
(-) Reports	-	-
FOND DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	-	-

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	621 560	621 560	262 603	250 806
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat	580 519	580 519	207 046	207 046
- Dons manuels	21 732	21 732	25 550	25 550
- Legs, donations et assurances-vie	558 787	558 787	181 496	181 496
- Mécénat	-	-	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	41 041	41 041	55 557	43 760
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 676	-	1 770	-
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 676		1 770	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	6 800		7 333	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	-	-
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-	-	-
TOTAL	630 036	621 560	271 706	250 806
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	132 281	132 281	195 290	195 290
1.1 Réalisées en France	132 281	132 281	195 290	195 290
- Actions réalisées par l'organisme	89 096	89 096	88 860	88 860
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	43 185	43 185	106 430	106 430
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	-	-	-	-
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	120 342	120 342	102 826	101 056
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	-	-
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	6 361		11 797	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	-	-
TOTAL	258 984	252 623	309 913	296 346
EXCEDENT OU DEFICIT	371 052	368 937	- 38 207	- 45 540

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU	-	-	-	-
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU	-			
PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	-	-	-	-
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	-	-	-	-
Réalisées en France			-	
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	-	-	-	-

ANNEXE AU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES (CER)

1- GENERALITES

➤ Missions sociales

1.1-Missions sociales réalisées en France par l'organisme :

- la SNDA intervient auprès des parlementaires pour faire évoluer la loi en faveur des animaux
- elle mène des actions en justice (procès) pour lutter contre les maltraitances infligées aux animaux
- elle aide financièrement de petites associations ou protectrices de terrain pour stériliser/ identifier et soigner des chats errants afin d'éviter la prolifération
- elle règle les pensions afférentes aux animaux victimes de maltraitances qui ont été retirés provisoirement à leur propriétaire soit lors de réquisitions judiciaires soit lorsqu'ils ont été retirés définitivement et qu'ils ne sont pas adoptables afin de leur permettre une fin de vie paisible

1.2 -Missions sociales réalisées en France ou à l'étranger par le biais d'une autre association (versements à d'autres organismes) :

La SNDA contribue financièrement :

- pour apporter des soins vétérinaires aux animaux (stérilisations et soins) par le biais d'association comme Guadeloupe Animaux, ou de mission bénévole d'étudiants vétérinaires de métropole à la Réunion ou à Madagascar
- pour contribuer à l'aide alimentaire des Bonobos du sanctuaire Lola Ya Bonobo au Congo
- pour contribuer aux soins/alimentation notamment des animaux sauvages pour le centre Yakusinchi en Equateur par le biais de MakiGo
- pour les soins aux ânes de Mauritanie avec sensibilisation de la population notamment les jeunes
- pour lutter contre la corrida par le biais de No Corrida

Faits significatifs relatifs à l'activité de l'exercice

Néant

Faits significatifs relatifs à la générosité du public

Néant

➤ Ressources et moyens

Les ressources de l'exercice proviennent de legs, assurances vies, dons et produits financiers.

2- REGLES ET METHODES COMPTABLES

➤ Cadre légal de référence

Le CER a été établi conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991, selon les modalités du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

➤ Règles et méthodes comptables

L'établissement du CER suit les mêmes principes comptables que ceux retenus pour l'élaboration des comptes annuels.

- **Modalités de répartition du financement des emplois entre les ressources collectées auprès du public et les autres ressources.**

Les missions sociales sont financées par les ressources issues de l'appel à la générosité du public (legs et dons), et si besoin, par prélèvement sur le report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice

Les éventuelles dépenses liées aux frais de recherche de fonds sont financées à 100% par l'appel à la générosité du public non affecté de l'exercice.

Les frais de fonctionnement qui ne sont pas financés par d'autres produits de l'association sont financés par la générosité du public de l'exercice ou par les ressources restantes disponibles en début d'exercice.

3- LES RESSOURCES

- **Ressources collectées auprès du public**

Les ressources collectées auprès du public sont constituées de dons spontanés et de legs.

- **Formes d'appel à la générosité du public**

L'association dispose d'un bulletin en ligne sur le site de l'association pour verser des dons par chèques ou par virements ;

- **Détail des ressources collectées prises dans leur ensemble.**

- **Ressources collectées auprès du public**

Elles sont constituées des dons et legs, et des produits financiers afférents aux placements de trésorerie issus des dons et legs.

- **Autres ressources**

Elles sont constituées de ressources diverses et subventions.

- **Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées**

- **Principe d'affectation des produits financiers**

Les produits financiers sont affectés en « autres produits liés à l'appel à la générosité du public.

4- LES EMPLOIS

- **Modalités d'affectation des coûts du compte de résultat aux emplois de l'exercice**

- **Missions sociales réalisées en France**

Les missions sociales réalisées comprennent le temps passé par la salariée de l'association à hauteur de 50 %, des honoraires juridiques d'avocats pour les procédures en constitution de partie civile dans les procédures pénales à l'encontre des prévenus d'actes de cruauté et de maltraitances envers les animaux et nos frais pour la réalisation de nos actions directes (Vétérinaires, frais de clinique, nourriture etc.)

- **Les frais de fonctionnement**

Ces frais regroupent :

- Les frais de fonctionnement courants (Fournitures, assurances, charges de copropriété, amortissements de notre siège social, pour la gestion des adhérents, honoraires d'expert-comptable et du commissaire aux comptes etc.)
- La quote-part salariale des collaborateurs qui ne sont pas liés à la réalisation des missions sociales en France.



11 rue de Laborde • 75008 Paris
+33(0)1 40 08 99 50 • www.bma-groupe.com

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes
attachée à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Société par actions simplifiée au capital de 1 200 000 €
RCS Paris 348 461 443

